

All customs clearance points contain colorful posters warning about criminal liability for the money left in the documents. This information is provided in both Russian and English. The same messages are posted on information stands and near the workplaces of customs officers. However, despite this, some citizens try to transfer money in various ways as a reward to customs officials, hoping to create a favorable environment for themselves, to gain illegal benefits.

The system established in the Republic of Belarus is aimed at countering corruption in the Customs authorities, which includes anti-corruption regulations that determines the procedure and mechanism for countering corruption. The introduction of modern information technologies, including electronic declaration of goods, which not only simplifies the Customs clearance procedure itself, but also eliminates the personal contact of the Customs official with the declarant, also helps to combat corruption in Customs sphere.

The fight against corruption in the Republic of Belarus is not a short-term campaign, but the most important task of the state in strengthening the independence and sovereignty of our state and ensuring public safety.

Литература

1. Уголовный кодекс Республики Беларусь от 9 июля 1999 года с изменениями и дополнениями по состоянию на 3 марта 2017 года. – Мн.: Национальный центр правовой информации, 2017. – 304 с.
2. Закон Республики Беларусь 15 июля 2015 г. № 305-З «О борьбе с коррупцией» Эталон – Беларусь [Электронный ресурс] / Нац. центр правовой информ. Респ. Беларусь. – Минск, 2006.
3. Детье, Ж. Ж. Коррупция в странах СНГ-7 / Ж. Ж. Детье // Всемирный банк, 2003. – 38 с.

POLITIQUE ANTIDROGUE DE L'UNION EUROPÉENNE

Антинаркотическая политика Европейского союза

Пасюкевич М.А.

Научный руководитель: канд. филол. н., доцент Васильева Т.И.
Белорусский национальный технический университет

A l'heure actuelle, une des menaces les plus importantes à la sécurité de l'Union européenne est le trafic illicite international de stupéfiants. L'expansion des stupéfiants est étroitement liée avec le terrorisme, la criminalité transfrontalière, la contrebande et la traite des êtres humains; elle porte un grave préjudice aux Etats entiers en poussant hors de la vie normale la population la plus jeune et dynamique.

Problèmes actuels de la narcotisation globale de l'Europe

Les possibilités d'élargissement du trafic illicite de stupéfiants en Europe ont été créées par la suppression du contrôle sur les frontières intérieures, par des différences significatives dans la législation des Etats-membres et la collaboration insuffisamment efficace des forces de l'ordre.

D'après les données de l'Observatoire européen des stupéfiants et de la toxicomanie (EMCDDA), dans les pays de l'UE dans son ensemble (y compris ceux qui n'ont essayé les drogues que quelques fois), on compte plus de 70 mlns de consommateurs du cannabis, plus de 12 mlns – de la cocaïne, plus de 9,5 mlns – de l'ecstasy et plus de 11 mlns – de l'amphétamine. Au moins un demi-million d'habitants de l'UE suivent le traitement médical de la dépendance à l'héroïne, près de 7,5 milles de gens meurent annuellement du surdosage [1].

L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDD) porte l'accent sur trois points faibles de la contraction internationale au trafic de stupéfiants:

- production de l'héroïne en Afghanistan;
- fournitures et consommation du cannabis dans le monde entier;
- mode à la cocaïne en Europe.

A l'heure actuelle, il s'agit déjà de la narcotisation des pays et régions entiers par lesquels passent les lignes principales de transport des stupéfiants».

Voies principales du trafic illicite de stupéfiants

Le commerce intense entre l'Europe et le continent asiatique, l'existence de l'infrastructure de voies de transport terrestre, maritime et aérien simplifient de façon importante les fournitures des stupéfiants dans les pays européens.

Les voies de transport des stupéfiants existent depuis longtemps ; étant celles principales et traditionnelles, elles gardent leur valeur. Toutefois, on constate la diversification importante des voies et des moyens de leur transport. Traditionnellement, les opiates ont été transportés en Europe principalement par deux corridors de transport :

- de l'Afghanistan en Asie Centrale et ensuite par voie du nord ou “de la soie“;
- de l'Afghanistan par l'Iran et la Turquie et ensuite par “voie balkanique“ à travers l'Iran, la Turquie, les pays balkaniques en enfin – en Europe Centrale et Europe du Sud en direction des Pays-Bas.

A la force de la coopération internationale, on a réussi de réduire en Afghanistan à 21% les surfaces d'emblavement du pavot. Cependant, grâce au rendement élevé par hectare, cette mesure a provoqué la diminution de la quantité des matières premières seulement à 2% [2]. Les causes qui presque annulent les forces des autorités dans l'éradication du trafic de stupéfiants, sont celles traditionnelles - corruption, revenus élevés de ce type de business, absence d'autres moyens de subsistance chez les paysans.

Ce sont la Belgique et les Pays-Bas qui jouent le rôle important dans la diffusion secondaire de l'héroïne de l'origine afghan. Ces pays organisent l'approvisionnement du consommateur le plus grand – la Grande Bretagne, et ces dernières années – la France, l'Allemagne et l'Espagne. Le trafic de l'héroïne dans l'Union européenne est dirigé par les groupes criminels turcs et par les narcotrafiquants des pays de l'Asie du Sud-Ouest qui en servent et qui achètent la marchandise directement chez les producteurs. Contrôle des frontières inefficace, insuffisance de ressources techniques et de personnel, de même que les relations dument organisées entre les représentants du business de stupéfiants sur toute la voie simplifient le trafic.

Au cours de ces dernières années, on voit se développer de nouveaux itinéraires dans le cadre de voies traditionnelles du trafic de stupéfiants. L'Europe est approvisionnée par des stupéfiants par le Pakistan, l'Iran, le Proche-Orient, l'Afrique Orientale. A travers le Pakistan les opiates afghans sont passés en Europe par voies maritimes et aériennes. Le rôle de points de transbordement dans le port maritime Karatchi s'accroît. On utilise de plus en plus souvent la voie de la mer Noire qui commence en Iran et passe par la mer Caspienne, l'Azerbaïdjan, la Géorgie et l'Ukraine en Roumanie.

La Turquie reste le corridor principal pour le trafic de l'héroïne dans l'Union européenne. C'est ici que la voie balkanique de livraison du stupéfiant de l'Asie du Sud-Est et de l'ecstasy en direction inverse commence. Tout l'itinéraire est muni de pièces de stockage.

Aujourd'hui on peut dire déjà de manière certaine de l'apparition d'un nouveau "triangle d'or" sur le territoire de Balcons – Albanie, Kosovo et Macédoine ou la production de l'héroïne est continue.

En utilisant la voie aérienne – par l'aéroport de Moscou Domodedovo, Novossibirsk, Samara et autres. D'après les calculs de l'ONU, pour satisfaire les besoins de la population de Russie en héroïne, on importe annuellement 13 tonnes de cette substance, le reste de 27 tonnes de stupéfiants importés suivent plus loin, par la Biélorussie et la Pologne à l'ouest [3].

La cocaïne atteint l'Europe à travers l'océan Atlantique par des voies maritimes et aériennes dans les points d'accueil principaux en Espagne (Galice), Portugal, Pays-Bas, Belgique et France de la Colombie, Bolivie et Pérou. Ces pays de la région d'Andes restent les producteurs de la cocaïne les plus grands du monde. Les Pays-Bas jouent le rôle-clé en Europe en tant que centre de transport, de stockage, de production et de groupage des lots de stupéfiants de différentes sortes.

Lutte contre le trafic illicite de stupéfiants – réponse de l'Union européenne

A partir des années 1990, l'Union européenne est en train de développer la stratégie d'ensemble des actions dans le domaine de stupéfiants. Au mois de

décembre 2004 le Conseil a adopté la Stratégie antidrogue de l'UE pour des années 2005-2012 dans le cadre de laquelle on a élaboré deux Plans d'actions dont chacun est pour la période de quatre ans.

La Stratégie repose sur les conventions concernées de l'ONU qui servent des instruments antinarcotiques juridiques : Convention unique sur les stupéfiants de 1961 avec amendements introduits par le Protocole de 1971, Convention sur les substances psychotropes de 1971, Convention sur la lutte contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988.

La Stratégie déclare les objectifs principaux de la politique de l'Union européenne:

- atteinte de haut niveau de la santé publique et de l'égalité sociale dans l'UE par l'intermédiaire de l'activité de la Communauté qui complète la politique nationale des Etats-membres de prévention et de réduction de la consommation des stupéfiants, de la toxicodépendance et du dommage à la santé des citoyens;
- sécurisation de la société par voie de coopération des Etats-membres dans la lutte contre la production et le transport illégaux de stupéfiants;
- renforcement des mécanismes de coordination des actions à l'échelle nationale, régionale et internationale, ce qui doit renforcer l'efficacité de la politique dans le domaine de stupéfiants dans l'Union européenne elle-même comme dans le contexte international et dans ses relations avec les partenaires.

Conformément à la Stratégie, la lutte contre le trafic illicite de stupéfiants est aussi organisée dans trois directions:

- interaction opérationnelle des Etats-membres au soutien et à la participation d'Europol, d'Eurojust, de centres navales antinarcotiques MAOC-N et CELAD;
- formation de la législation antinarcotique de l'UE;
- coopération internationale.

Nécessité de la lutte mondiale avec la menace de stupéfiants

Tout le monde reconnaît que le trafic illicite de stupéfiants menace l'ordre mondial, cependant, la coopération internationale n'est pas suffisamment productive en comparaison avec le fonctionnement du business illégal à l'échelle régionale comme à l'échelle globale. L'efficacité de la lutte contre la menace de stupéfiants dépend de l'intégration des efforts des partenaires, du degré d'interaction dans le cadre de programmes et stratégies spéciaux.

Литература

1. 2008 Annual report: the state of the drugs problem in Europe, EMCDDA, Lisbon, November 2008. – P. 13.

2. Action-Oriented Paper Increasing EU support for combating drug production in and trafficking from Afghanistan, including transit routes. Brussels, 22 May 2006 JAI 249, RELEX 319. – P. 3.

3. Europol. European Union Situation Report on Drug Production and Drug Trafficking 2003-2004. – Mode d'accès : <http://www.europol.eu.int/publications/SeriousCrimeOverviews/2005/SC2Drugs-2005.pdf>. – Date d'accès : 17.01.2019.

4. EU Drugs Action Plan (2005-2008), Official Journal of the European Union, C 168/1, 8.7.2005.

ANTI-DRUG POLICY OF THE EUROPEAN UNION

Антинаркотическая политика Европейского союза

Пасюкевич М.А.

Научный руководитель: ст. преподаватель Точилина А.К.
Белорусский национальный технический университет

Nowadays, one of the most serious threats to the security of the European Union is international drug trafficking. Drug expansion is closely linked to terrorism, cross-border crime, smuggling and human trafficking, causes irreparable damage to entire states, knocking out the youngest and most dynamic population from normal life.

Modern problems of global drug addiction in Europe

Opportunities for expanding drug trafficking in Europe were created by the abolition of controls at internal borders, significant differences in the laws of member states and insufficiently effective law enforcement cooperation. Drugs circulate almost freely and without interruption within the European Union, as they come simultaneously from multiple delivery points and are processed in laboratories located in all member states.

According to the European Monitoring Center for Drugs and Drug Addiction (EMCDDA), in the EU countries as a whole, there are more than 70 million cannabis users, more than 12 million cocaine users, more than 9.5 million – ecstasy users and more than 11 million - amphetamine users (including those who have tried drugs only a few times). At least half a million EU residents are being treated for heroin addiction, about 7.5 thousand people die each year from an overdose [1].

The United Nations Office on Drugs and Crime (ODC) points out three weak points in the international response to drug business:

- heroin production in Afghanistan,
- supply and consumption of cannabis throughout the world,